

# COUR SUPÉRIEURE

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO: 500-17-134400-251

DATE : Le 30 juin 2025

---

**SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE AZIMUDDIN HUSSAIN, J.C.S. (JH5595)**

---

**CLINIQUE JURIDIQUE ITINÉRANTE**

Demanderesse

c.

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC**

Défendeur

**VILLE DE MONTRÉAL**

Mise en cause

---

**JUGEMENT SUR UNE DEMANDE D'INJONCTION PROVISOIRE**

---

**CONSIDÉRANT** l'ordonnance rendue par le juge Babak Barin, j.c.s, le 18 juin 2025 pour valoir jusqu'au 30 juin 2025;

**CONSIDÉRANT** le consentement du défendeur et de la mise en cause au renouvellement de cette ordonnance pour une durée de 10 jours;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'opposition du défendeur et de la mise en cause à la demande d'ordonnance visant à ce que les noms des individus mentionnés dans la présente procédure et ayant signé des déclarations sous serment soient caviardés pour fins de production au dossier de la Cour;

**LE TRIBUNAL** prononce les ordonnances suivantes pour valoir jusqu'au 10 juillet 2025 :

**ACCUEILLE** la demande de renouvellement de l'injonction provisoire de la demanderesse pour une durée de 10 jours à compter de ce jour;

**ORDONNE** au ministère des Transports et de la Mobilité durable du Québec, ainsi qu'à tous ses mandataires ou représentants, ainsi qu'à toute personne physique ou morale ayant connaissance de l'ordonnance à être rendue, de cesser toute démarche visant l'éviction et le nettoyage de l'endroit où se trouvent les abris et les biens des personnes vivant le long de la rue Notre-Dame Est, entre le boulevard Pie-IX et la rue St-Clément sur un terrain appartenant au ministère des Transports et de la Mobilité durable du Québec, et ce pour une période de dix (10) jours;

**RÉSERVE** le droit au défendeur et à la mise en cause de prendre toutes les mesures requises en cas d'urgence en lien avec la sécurité des lieux et des gens;

**DISPENSE** la demanderesse de fournir un cautionnement;

**AUTORISE** la demande d'ordonnance visant à ce que les noms des individus mentionnés dans la présente procédure et ayant signé des déclarations sous serment soient caviardés pour fins de production au dossier de la Cour;

**SANS FRAIS DE JUSTICE** vu la nature du litige.

---

AZIMUDDIN HUSSAIN J.C.S.